

REVENU
QUÉBEC



JUSTE.
POUR TOUS.



LES AÎNÉS ET LA FISCALITÉ

revenuquebec.ca

**NOUS SOUHAITONS QUE
LES AÎNÉS ET LES PERSONNES
QUI LES AIDENT PUISSENT
PROFITER DE TOUS
LES AVANTAGES FISCAUX
QUI LEUR SONT DESTINÉS.**

En consultant cette publication, vous vous assurez de connaître les crédits d'impôt auxquels vous avez droit et d'être en mesure de respecter vos obligations fiscales.



Cette publication vous est fournie uniquement à titre d'information. Les renseignements qu'elle contient ne constituent pas une interprétation juridique des dispositions de la Loi sur les impôts ni d'aucune autre loi.

ISBN 978-2-550-83637-7 (version imprimée)

ISBN 978-2-550-83638-4 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2019

NOTE

Pour alléger le texte, nous employons le masculin pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	6
Les avantages fiscaux pour les aînés	7
Le crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés	8
Le crédit d'impôt remboursable pour frais engagés par un aîné pour maintenir son autonomie	13
Le crédit d'impôt remboursable pour activités des aînés	14
La subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales	14
Le crédit d'impôt pour soutien aux aînés	15
Le crédit d'impôt accordé en raison de l'âge ou pour personne vivant seule ou pour revenus de retraite	15
Les revenus de retraite transférés à votre conjoint	16
Le crédit d'impôt pour travailleur d'expérience	17
Le crédit d'impôt pour solidarité	17
Les crédits pour frais médicaux	18
Le montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques	19
Le programme Allocation-logement	20
Les avantages fiscaux pour les aidants naturels	21
Le crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel	21
Le crédit d'impôt remboursable pour relève bénévole	24
Le crédit d'impôt remboursable pour répit à un aidant naturel	25
Les obligations fiscales	26
Les retenues à la source	26
Les acomptes provisionnels	26
La cotisation au régime public d'assurance médicaments du Québec	27
La déclaration de revenus d'une personne décédée et celle de sa succession	28
Les services que nous vous offrons	29
Le Service d'aide en impôt – Programme des bénévoles	29
Notre site Internet	29
Les façons de communiquer avec nous	30
Notre service pour malentendants	30



INTRODUCTION

Cette publication est divisée en quatre parties :

- La première partie porte sur les avantages fiscaux qui sont destinés exclusivement aux aînés, ainsi que sur ceux qui sont destinés aux personnes de tous âges, mais qui sont particulièrement d'intérêt pour les aînés.
- La deuxième partie porte sur les avantages fiscaux qui visent à soutenir les aidants naturels prenant soin de leurs proches.
- La troisième partie porte sur les obligations fiscales les plus courantes qui peuvent vous concerner en tant qu'aîné.
- La quatrième partie présente les services que nous vous offrons.

Les avantages fiscaux sont des réductions d'impôt accordées aux contribuables sous forme de déductions et de crédits d'impôt **remboursables ou non remboursables**. Les crédits d'impôt **remboursables** vous sont accordés même si vous n'avez pas d'impôt à payer. Les crédits d'impôt **non remboursables**, quant à eux, réduisent ou annulent l'impôt que vous devez payer.

Afin de bénéficier des avantages fiscaux dont traite cette publication, vous devez produire une déclaration de revenus pour chaque année¹, même si vous n'avez aucun revenu à déclarer ni aucun impôt à payer.



LES AVANTAGES FISCAUX POUR LES ÂÎNÉS

Le régime fiscal québécois prévoit des avantages fiscaux pour les aînés en fonction de leur âge. Vous trouverez ci-dessous un tableau indiquant si vous pouvez être admissible à chacun des avantages fiscaux traités dans cette partie, selon votre âge à la fin de l'année.

Mesures fiscales	Votre âge à la fin de l'année		
	64 ans ou moins	65 à 69 ans	70 ans ou plus
Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés	Non	Non	Oui
Crédit d'impôt remboursable pour frais engagés par un aîné pour maintenir son autonomie	Non	Non	Oui
Crédit d'impôt remboursable pour activités des aînés	Non	Non	Oui
Subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales	Non	Oui	Oui
Crédit d'impôt pour soutien aux aînés	Non	Non	Oui
Montant accordé en raison de l'âge	Non	Oui	Oui
Montant pour personne vivant seule	Oui	Oui	Oui
Montant pour revenus de retraite	Oui	Oui	Oui
Transfert d'une partie de vos revenus de retraite à votre conjoint	Non	Oui ¹	Oui ¹
Crédit d'impôt pour travailleur d'expérience	Oui/Non ²	Oui	Oui
Crédit d'impôt pour solidarité	Oui	Oui	Oui
Crédits d'impôt pour frais médicaux	Oui	Oui	Oui
Montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques	Oui	Oui	Oui
Programme Allocation-logement	Oui	Oui	Oui

1. Vous n'avez pas à tenir compte de l'âge de votre conjoint.
2. Voyez la partie « Le crédit d'impôt pour travailleur d'expérience », à la page 17.



Le crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés

Si vous avez 70 ans ou plus et que vous résidez au Québec à la fin de l'année, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable pour des dépenses liées à des services de maintien à domicile. Ce crédit, appelé *crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés*, est égal au montant obtenu en multipliant le montant des dépenses admissibles pour l'année par le taux du crédit pour l'année.

Le taux du crédit d'impôt est de 35 %.

Le maximum des dépenses admissibles est de 19 500 \$ par année. Le crédit d'impôt maximal est donc de 6 825 \$, soit 35 % de 19 500 \$.

Si vous êtes considéré comme une **personne non autonome**², **le maximum des dépenses admissibles** est de 25 500 \$ par année. Le crédit d'impôt maximal est donc de 8 925 \$, soit 35 % de 25 500 \$.

Notez que, **si vous avez un conjoint**, un seul de vous deux peut demander le crédit pour votre couple. **Le maximum des dépenses admissibles pour votre couple** est égal au total des dépenses maximales admissibles de chaque conjoint. Par exemple, si vous êtes tous les deux considérés comme des personnes autonomes, le maximum des dépenses admissibles pour votre couple est égal à 39 000 \$ (soit 2 × 19 500 \$).

Le crédit d'impôt auquel une personne ou un couple a droit est **réduit de 3 %** de la partie du revenu familial qui dépasse la limite prévue pour l'année³, soit

- 57 400 \$ pour l'année 2018;
- 58 380 \$ pour l'année 2019.

Toutefois, **cette réduction** ne s'applique pas si vous êtes considéré comme une personne non autonome ou, si vous demandez le crédit pour votre couple, si l'un de vous deux est considéré comme une personne non autonome.

Si vous avez eu 70 ans dans l'année, seules les dépenses liées à des services rendus à partir du moment où vous avez atteint 70 ans donnent droit à ce crédit d'impôt.

2. Personne qui se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- elle dépend et continuera à dépendre en permanence, pour une période prolongée et indéfinie, d'autres personnes pour la plupart de ses besoins et de ses soins personnels (hygiène, habillage, alimentation, mobilisation et transferts à l'intérieur du logement);
- elle a besoin d'une surveillance constante en raison d'un trouble mental grave caractérisé par une détérioration permanente des activités de la pensée.

Si vous êtes dans l'une de ces situations, vous pourriez avoir à fournir une attestation écrite d'un médecin relativement à votre état. Pour ce faire, vous pouvez utiliser le formulaire *Attestation – Statut de personne non autonome – Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés* (TPZ-1029.MD.A). Si vous n'êtes pas dans l'une de ces situations, vous êtes considéré comme une personne autonome.

3. La limite est indexée annuellement.



Dépenses et services admissibles

Les dépenses admissibles sont des dépenses liées à des services admissibles. Voici des exemples de services admissibles donnant droit au crédit d'impôt :

- les services d'entretien ménager;
- les services d'entretien de vêtements, des rideaux et de la literie fournis par une aide domestique (sont donc exclus les services fournis par une entreprise dont la principale activité consiste à offrir des services de nettoyage à sec, de blanchissage ou de pressage);
- les services d'entretien de terrain et de déneigement;
- les services d'aide à l'habillage;
- les services d'aide pour le bain;
- les services d'aide à l'alimentation (par exemple, l'aide pour manger et boire);
- les services liés à la préparation des repas, par exemple
 - l'aide pour préparer les repas dans votre habitation,
 - la préparation et la livraison de repas par un organisme communautaire à but non lucratif, comme une popote roulante;
- les services de soins infirmiers;
- les services de gardiennage;
- un service d'appel d'urgence activé par un dispositif comme un bracelet ou un pendentif;
- les services liés à l'utilisation d'un dispositif de repérage par GPS.

Notez que les dépenses admissibles **ne comprennent pas le coût des produits** utilisés pour fournir les services. Par exemple,

- les dépenses pour les services d'entretien ménager ne comprennent pas le coût des produits de nettoyage;
- les dépenses pour les services d'aide à l'alimentation ou pour les services liés à la préparation des repas ne comprennent pas le coût de la nourriture;
- les dépenses pour un service d'appel d'urgence ou un service lié à l'utilisation d'un dispositif de repérage par GPS ne comprennent pas les frais d'achat ou de location du dispositif lui-même (ces frais peuvent toutefois donner droit au crédit d'impôt remboursable pour frais engagés par un aîné pour maintenir son autonomie⁴).

4. Voyez la partie « Le crédit d'impôt remboursable pour frais engagés par un aîné pour maintenir son autonomie», à la page 13.



Le calcul des dépenses admissibles diffère selon que vous êtes propriétaire ou locataire du lieu où vous habitez. De plus, si vous habitez dans une **résidence privée pour aînés**⁵, des règles particulières s'appliquent pour déterminer l'admissibilité de certains services. Toutefois, peu importe votre situation, le montant des dépenses admissibles ne peut pas dépasser les montants maximaux mentionnés à la page 8.

Vous êtes propriétaire du lieu où vous habitez

Si vous êtes propriétaire du lieu où vous habitez (par exemple, **si vous habitez dans votre propre maison**), vos dépenses admissibles correspondent aux dépenses payées dans l'année par vous ou votre conjoint, pour des services admissibles (voyez les exemples à la page précédente).

Si vous habitez dans un immeuble en copropriété (*condominium*) et que vos charges de copropriété (frais communs) incluent des dépenses pour des services admissibles, par exemple l'entretien de l'extérieur de l'immeuble et des aires communes, votre syndicat de copropriétaires vous remettra le formulaire *Déclaration de renseignements – Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés* (TPZ-1029.MD.5). Ce formulaire indique le total des sommes payées pour l'année relativement aux services admissibles **inclus** dans vos charges de copropriété. Vos dépenses admissibles correspondent au total de ces sommes et des dépenses payées dans l'année par vous ou votre conjoint, pour des services admissibles (voyez les exemples à la page précédente) qui ne sont **pas inclus** dans vos charges de copropriété.

Vous êtes locataire du lieu où vous habitez

Si vous êtes locataire du lieu où vous habitez, vos dépenses admissibles correspondent au total des montants suivants :

- le montant des dépenses pour les services admissibles **inclus** dans votre loyer (ces dépenses sont établies en fonction d'un **pourcentage de votre loyer**);
- le montant des dépenses pour des services admissibles qui ne sont **pas inclus** dans votre loyer (ces dépenses correspondent aux sommes **payées** pour obtenir les services admissibles).

5. L'expression *résidence privée pour aînés* désigne un immeuble qui est

- soit un immeuble d'habitation collective, ou une partie d'un tel immeuble, dont l'exploitant est titulaire d'une attestation temporaire de conformité valide ou d'un certificat de conformité valide, délivré par le ministre de la Santé et des Services sociaux (un tel immeuble est inscrit au registre des résidences privées pour aînés);
- soit un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) **privé non conventionné**.



Dépenses pour les services admissibles inclus dans votre loyer

Le montant des dépenses pour les services admissibles **inclus** dans votre loyer se calcule différemment selon le lieu où vous habitez.

Si vous habitez dans une résidence privée pour aînés⁶, vous devez vous référer à votre annexe au bail (formulaire obligatoire de la Régie du logement) pour connaître la liste des services admissibles **inclus** dans votre loyer. Il s'agit de l'un ou plusieurs des services suivants :

- les services alimentaires;
- les services d'entretien ménager;
- les services de buanderie;
- les services de soins infirmiers;
- les services de soins personnels.

Ensuite, vous devez utiliser les tables de calcul des dépenses mensuelles⁷ pour établir le montant que vous pouvez demander à titre de dépenses mensuelles pour des services admissibles **inclus** dans votre loyer. Selon ces tables, un pourcentage de votre loyer est associé à chacun des services admissibles pouvant être inclus dans votre loyer. La dépense admissible calculée au moyen de ce pourcentage ne peut pas dépasser le montant maximal ni être inférieure au montant minimal prévus dans les tables pour le service admissible en question. Notez que les tables contiennent un montant de base qui vous est automatiquement accordé.

Si vous habitez dans un appartement situé dans un immeuble de logements, un immeuble en copropriété (condominium) ou une maison, le montant que vous pouvez demander à titre de dépenses mensuelles pour des services admissibles inclus dans votre loyer correspond à 5 % du **moins élevé** des montants suivants :

- le loyer mensuel qui est inscrit sur le bail;
- 600 \$.

Dépenses pour les services admissibles qui ne sont pas inclus dans votre loyer

Le montant des dépenses pour les services admissibles (voyez les exemples à la page 9) qui ne sont **pas inclus** dans votre loyer correspond au montant des dépenses payées dans l'année, par vous ou votre conjoint, pour ces services.

6. Voyez la note 5, à la page précédente.

7. Ces tables figurent dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 458. Elles sont aussi disponibles dans notre site Internet, à revenuquebec.ca.



Si vous habitez une résidence privée pour aînés, des règles particulières peuvent s'appliquer à l'égard des dépenses payées par vous ou votre conjoint pour obtenir des services qui ne sont pas inclus dans votre loyer. Le tableau ci-dessous présente **quelques exemples**.

Services non inclus dans votre loyer	Règles particulières
<ul style="list-style-type: none"> • Services d'entretien ménager • Services liés à la préparation des repas • Services liés à l'utilisation d'un dispositif de repérage par GPS 	Les dépenses payées pour obtenir ces services ne sont pas admissibles si elles ont été payées à la résidence privée pour aînés ou à une personne qui est liée à la résidence.
<ul style="list-style-type: none"> • Services de gardiennage • Service d'appel d'urgence activé par un dispositif comme un bracelet ou un pendentif 	Les dépenses payées pour ces services ne sont pas admissibles, car ceux-ci ont déjà été pris en compte dans le montant de base auquel vous avez droit pour les services admissibles inclus dans votre loyer.
Services d'entretien de vêtements, des rideaux et de la literie fournis par une aide domestique	Les dépenses payées pour ces services sont admissibles seulement s'ils vous ont été fournis à la même occasion que le service d'entretien ménager.

Demande du crédit d'impôt

Vous pouvez demander le crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés lors de la production de votre déclaration de revenus. Si vous voulez en bénéficier à l'avance, vous pouvez faire une demande pour recevoir des **versements anticipés** de ce crédit

- soit à l'aide de nos services en ligne, disponibles dans notre site Internet, à revenuquebec.ca;
- soit en remplissant l'un des formulaires suivants, selon le cas, disponibles aussi dans notre site Internet :
 - Demande de versements anticipés basés sur le loyer et sur les services inclus dans le loyer – Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés (TPZ-1029.MD.7),
 - Demande de versements anticipés – Services inclus dans les charges de copropriété – Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés (TPZ-1029.MD.8),
 - Demande de versements anticipés – Services occasionnels – Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés (TPZ-1029.MD.9).

Vous recevrez les versements anticipés directement dans votre compte bancaire. **Vous devez cependant être inscrit au dépôt direct.**

Veillez conserver vos factures ou autres documents justificatifs concernant les services pour lesquels vous demandez le crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés. Toutefois, si vous faites une demande de versements anticipés, vous devez joindre vos pièces justificatives à votre demande. Lorsque vous bénéficiez de ce crédit pour certaines dépenses, vous ne pouvez pas demander de crédits d'impôt pour frais médicaux relativement à ces mêmes dépenses.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), aux lignes 441, 458 et 466.



Le crédit d'impôt remboursable pour frais engagés par un aîné pour maintenir son autonomie

Si vous avez 70 ans ou plus et que vous résidez au Québec à la fin de l'année, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt remboursable égal à 20 % du total des frais suivants :

- les frais payés dans l'année pour un séjour que vous avez effectué dans une unité transitoire de récupération fonctionnelle et qui a commencé dans l'année ou dans l'année précédente (si la durée du séjour est de 61 jours ou plus, vous pouvez demander les frais payés pour un maximum de 60 jours);
- les frais payés dans l'année pour l'acquisition, la location et l'installation de biens admissibles destinés à être utilisés dans votre lieu principal de résidence (**les premiers 250 \$ ne sont toutefois pas admissibles**).

Les biens admissibles sont les suivants :

- un dispositif de télésurveillance centrée sur la personne (par exemple, un dispositif d'appel d'urgence [« bouton panique »], de mesure à distance de différents paramètres physiologiques ou de suivi à distance de la prise de médicaments);
- un dispositif de repérage d'une personne par GPS;
- un bien pour vous aider à vous asseoir sur une cuvette ou à vous en relever;
- un bien pour vous aider à entrer dans une baignoire ou une douche, ou à en sortir;
- une baignoire à porte ou une douche de plain-pied;
- un fauteuil monté sur rail pour vous permettre de monter ou de descendre mécaniquement un escalier;
- un lit d'hôpital;
- un système d'avertissement destiné aux personnes malentendantes (par exemple, une aide vibrotactile, un détecteur de sonnerie de téléphone, de porte ou d'alarme d'incendie, un détecteur de sons ou un réveille-matin adapté [visuel, tactile ou pour une personne atteinte de surdité]);
- une prothèse auditive;
- un déambulateur ou une marchette;
- une canne ou des béquilles;
- un fauteuil roulant non motorisé.

Pour demander ce crédit, vous devez remplir la partie E de l'annexe B de votre déclaration de revenus. Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 24.



Le crédit d'impôt remboursable pour activités des aînés

Si vous avez 70 ans ou plus et que vous résidez au Québec à la fin de l'année, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt remboursable pour les frais payés dans l'année pour votre inscription à des activités physiques, artistiques, culturelles ou récréatives.

Pour que vous ayez droit à ce crédit, les conditions suivantes doivent être remplies :

- votre revenu (ligne 275 de votre déclaration de revenus) ne dépasse pas la limite prévue pour l'année⁸, soit
 - 41 505 \$ pour l'année 2018,
 - 42 215 \$ pour l'année 2019;
- les activités
 - soit font partie d'un programme d'au moins huit semaines consécutives ou d'au moins cinq jours consécutifs,
 - soit sont offertes par un club, une association ou une organisation semblable auquel vous avez adhéré pour une durée d'au moins huit semaines consécutives;
- vous détenez un reçu attestant notamment des frais d'inscription ou d'adhésion qui donnent droit au crédit d'impôt (conservez ce reçu pour pouvoir nous le fournir sur demande).

Ce crédit d'impôt est égal à 20 % du montant des frais d'inscription ou d'adhésion donnant droit au crédit. Le crédit d'impôt maximal est de 40 \$.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 28.

La subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales

Si vous avez 65 ans ou plus et que vous résidez au Québec à la fin de l'année, vous pourriez avoir droit à une subvention qui vise à compenser en partie la hausse des taxes municipales payables à l'égard de votre résidence si, **entre autres**, les conditions suivantes sont remplies :

- à la fin de l'année, vous êtes propriétaire de votre résidence depuis au moins 15 années consécutives (notez que cette période de 15 ans pourrait inclure une période pendant laquelle votre conjoint a été propriétaire de la résidence, avant que vous en soyez devenu propriétaire);
- votre résidence est une unité d'évaluation entièrement résidentielle comportant un seul logement et elle constitue votre lieu principal de résidence;
- votre revenu familial pour l'année ne dépasse pas la limite prévue pour cette année⁹.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 29.

8. La limite est indexée annuellement.

9. La limite applicable pour l'année figure sur le formulaire *Subvention pour aînés relative à une hausse de taxes municipales* (TP-1029.TM), que vous devez remplir pour demander la subvention. Cette limite est indexée annuellement. Par exemple, elle était de 51 700 \$ pour l'année 2018.



Le crédit d'impôt pour soutien aux aînés

Si vous aviez 70 ans ou plus à la fin de l'année et que vous êtes un particulier admissible, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt pour soutien aux aînés.

De manière générale, vous êtes un particulier admissible si, au 31 décembre de l'année,

- vous résidiez au Québec;
- vous ou votre conjoint au 31 décembre étiez
 - soit un citoyen canadien,
 - soit un résident permanent **ou** une personne protégée, au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés,
 - soit un résident temporaire **ou** le titulaire d'un permis de séjour temporaire, au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, ayant habité au Canada pendant les 18 derniers mois.

Notez que nous calculerons pour vous le montant auquel vous pourriez avoir droit, même si vous ne le demandez pas lors de la production de votre déclaration de revenus. Le crédit d'impôt annuel maximal est de

- 400 \$, si vous aviez un conjoint au 31 décembre et que vous **et** votre conjoint au 31 décembre avez droit au crédit d'impôt;
- 200 \$, si vous aviez un conjoint au 31 décembre et que seulement **l'un** de vous deux a droit au crédit d'impôt;
- 200 \$, si vous n'aviez pas de conjoint au 31 décembre.

Vous trouverez plus d'information dans le formulaire *Crédit d'impôt pour soutien aux aînés* (TP-1029.SA). Notez que vous devez remplir ce formulaire si vous désirez partager le crédit d'impôt avec votre conjoint au 31 décembre, pour autant que celui-ci soit un particulier admissible.

Le crédit d'impôt accordé en raison de l'âge ou pour personne vivant seule ou pour revenus de retraite

Le crédit d'impôt est égal à 15 % du total des montants suivants :

- le montant accordé en raison de l'âge;
- le montant pour personne vivant seule;
- le montant pour revenus de retraite.

Le **total de ces trois** montants peut être réduit en fonction de votre revenu familial. Si vous êtes en couple, le total de ces montants est calculé en fonction du couple, et vous et votre conjoint pouvez vous partager ce montant.

Pour calculer le montant auquel vous avez droit, remplissez les parties A et B de l'annexe B de votre déclaration de revenus. Si vous et votre conjoint vous partagez ce montant, chacun de vous doit remplir une annexe B distincte.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 361.



Montant accordé en raison de l'âge

Vous pouvez avoir droit au montant accordé en raison de l'âge si vous ou votre conjoint avez 65 ans ou plus à la fin de l'année.

Année	Montant maximal	Crédit maximal
2018	<ul style="list-style-type: none">3 158 \$ si vous n'avez pas de conjoint ou si vous êtes en couple et qu'un seul de vous deux a 65 ans ou plus6 316 \$ (2 × 3 158 \$) si vous êtes en couple et que vous avez tous les deux 65 ans ou plus	473,70 \$ ou 947,40 \$, selon le cas (15 % du montant maximal)
2019	<ul style="list-style-type: none">3 212 \$ si vous n'avez pas de conjoint ou si vous êtes en couple et qu'un seul de vous deux a 65 ans ou plus6 424 \$ (2 × 3 212 \$) si vous êtes en couple et que vous avez tous les deux 65 ans ou plus	481,80 \$ ou 963,60 \$, selon le cas (15 % du montant maximal)
2020 et les années suivantes	Montant de l'année précédente indexé	15 % du montant maximal

Montant pour personne vivant seule

Vous pouvez avoir droit au montant pour personne vivant seule si, pendant toute l'année, vous avez occupé une habitation dans laquelle vous viviez, selon le cas,

- **seul;**
- **uniquement** avec une ou des personnes mineures, ou encore avec votre ou vos enfants, petits-enfants ou arrière-petits-enfants majeurs poursuivant à temps plein des études secondaires à la formation professionnelle ou des études postsecondaires pour lesquelles ils ont reçu un relevé 8 sur lequel figure un montant à la case A.

Montant pour revenus de retraite

Vous pouvez avoir droit au montant pour revenus de retraite si vous ou votre conjoint recevez certains revenus de retraite, par exemple

- des prestations viagères d'un régime de retraite;
- des rentes et des prestations d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou d'un régime de participation différée aux bénéficiaires.

Notez que la pension de sécurité de la vieillesse et les rentes versées en vertu du Régime de rentes du Québec ou du Régime de pensions du Canada ne donnent pas droit au montant pour revenus de retraite.

Les revenus de retraite transférés à votre conjoint

Si vous avez 65 ans ou plus à la fin de l'année et que vous avez un conjoint, vous pouvez choisir ensemble qu'une partie de vos revenus de retraite soit incluse dans le calcul de son revenu, et ce, peu importe l'âge de votre conjoint. La somme transférée ne peut pas dépasser 50 % de vos revenus de retraite admissibles.

Pour faire ce choix, vous devez remplir l'annexe Q et la joindre à votre déclaration de revenus.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), aux lignes 122 et 123.



Le crédit d'impôt pour travailleur d'expérience

Si vous résidez au Québec le 31 décembre de l'année, que vous êtes un travailleur et que votre revenu de travail admissible dépasse 5 000 \$, vous pourriez avoir droit à un crédit d'impôt non remboursable si vous avez 61 ans **ou plus** à la fin de l'année.

De façon générale, le revenu de travail admissible comprend les revenus d'emplois et les revenus nets d'entreprise.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 391.

Le crédit d'impôt pour solidarité

Si vous remplissez certaines conditions au 31 décembre **d'une année**, vous pouvez demander le crédit d'impôt pour solidarité (CIS) en produisant une déclaration de revenus **pour cette année**. Nous calculerons le crédit auquel vous avez droit et vous le verserons au cours d'une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet de **l'année suivante**.

Voyez les exemples dans le tableau qui suit.

Date à laquelle les conditions doivent être remplies	Déclaration de revenus à produire ¹	Période de versement
31 décembre 2017	Déclaration de revenus de 2017	Juillet 2018 à juin 2019
31 décembre 2018	Déclaration de revenus de 2018	Juillet 2019 à juin 2020
31 décembre 2019	Déclaration de revenus de 2019	Juillet 2020 à juin 2021

1. Remplissez l'annexe D de la déclaration de revenus pour vous assurer d'obtenir tous les montants auxquels vous pourriez avoir droit dans le cadre du CIS.

Conditions à remplir au 31 décembre

En règle générale, vous pouvez demander le CIS si, au 31 décembre d'une année, vous remplissez les conditions suivantes :

- vous résidez au Québec;
- vous ou votre conjoint êtes
 - soit un citoyen canadien,
 - soit un résident permanent ou une personne protégée, au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés,
 - soit un résident temporaire ou le titulaire d'un permis de séjour temporaire, au sens de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, ayant habité au Canada pendant les 18 derniers mois.

Si, au 31 décembre, vous avez un conjoint et que celui-ci remplit aussi ces conditions, un seul de vous deux peut demander le crédit pour votre couple. Toutefois, si votre conjoint n'habite pas avec vous, chacun de vous deux doit faire une demande.



Notez qu'en règle générale, vous devez être inscrit au dépôt direct pour que le crédit vous soit versé. Ainsi, vous recevrez le ou les versements auxquels vous avez droit directement dans votre compte bancaire.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la partie « Renseignements sur vous et votre conjoint ».

Les crédits pour frais médicaux

Les frais médicaux que vous avez payés pour vous, pour votre conjoint ou pour une personne à votre charge peuvent vous donner droit aux trois crédits d'impôt suivants :

- le crédit d'impôt non remboursable relatif aux frais pour soins médicaux non dispensés dans votre région (ligne 378 de la déclaration de revenus);
- le crédit d'impôt non remboursable pour frais médicaux (ligne 381 de la déclaration de revenus);
- le crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux (ligne 462 de la déclaration de revenus).

Crédit d'impôt non remboursable relatif aux frais pour soins médicaux non dispensés dans votre région

Les frais vous donnant droit au crédit d'impôt sont les frais de déplacement, de logement et de déménagement que vous payez dans l'année pour obtenir des soins médicaux non dispensés dans votre région.

Crédit d'impôt non remboursable pour frais médicaux

Les frais médicaux les plus courants qui donnent droit à ce crédit d'impôt sont les suivants :

- les sommes déboursées pour l'achat de médicaments qui peuvent être acquis seulement s'ils sont prescrits par un médecin;
- les paiements faits pour l'obtention de soins médicaux, dentaires ou infirmiers, à l'exception des soins esthétiques;
- les cotisations versées à un régime d'assurance collective pour couvrir des frais médicaux ou des frais d'hospitalisation;
- la cotisation payée au régime d'assurance médicaments du Québec;
- les sommes versées pour l'achat d'une prothèse auditive;
- les sommes versées pour l'achat de lunettes (pour les montures, la limite est de 200 \$ par personne par période de 12 mois);
- les frais de transport par ambulance;
- les sommes versées pour l'achat de certains appareils prescrits.



Crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux

Pour avoir droit à ce crédit pour une année, vous devez notamment

- résider au Québec à la fin de l'année;
- avoir résidé au Canada toute l'année;
- avoir gagné un revenu de travail minimal¹⁰ au cours de l'année.

Vous trouverez plus d'information sur ces trois crédits dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), aux lignes 378, 381 et 462, point 1. La liste de tous les frais médicaux admissibles figure dans la publication *Les frais médicaux* (IN-130).

Le montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques

Si vous êtes atteint d'une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques, il se peut que vous ayez droit à un crédit d'impôt non remboursable.

Année	Montant accordé	Crédit accordé
2018	3 334 \$	500,10 \$ (15 % du montant accordé)
2019	3 391 \$	508,65 \$ (15 % du montant accordé)
2020 et les années suivantes	Montant de l'année précédente indexé	15 % du montant accordé

Une déficience est considérée comme grave et prolongée si

- elle a duré ou il est prévu qu'elle dure au moins 12 mois consécutifs;
- elle limite de façon marquée votre capacité d'accomplir une activité courante de la vie quotidienne (voir, parler, entendre, marcher, éliminer, vous alimenter, vous habiller ou fonctionner quotidiennement faute de capacités mentales nécessaires).

Votre capacité d'accomplir une activité courante de la vie quotidienne est limitée de façon marquée si vous êtes dans l'une des situations suivantes :

- même avec des soins thérapeutiques, des appareils ou des médicaments appropriés, vous étiez toujours ou presque toujours incapable d'accomplir l'une des activités mentionnées ci-dessus, ou vous étiez limité dans plus d'une activité courante, et les effets cumulatifs de ces limitations équivalaient au fait d'être limité de façon marquée dans l'exercice d'une seule activité;
- en raison d'une maladie chronique, vous devez recevoir, au moins deux fois par semaine, des soins thérapeutiques prescrits par un médecin qui sont essentiels au maintien de l'une de vos fonctions vitales et qui exigent que vous y consacriez au moins 14 heures par semaine (y compris le temps consacré à vos déplacements, aux visites médicales et à la récupération nécessaire après un traitement).

10. Le revenu de travail minimal est indexé annuellement. Il est de 3 030 \$ pour l'année 2018 et de 3 080 \$ pour l'année 2019.



Vous pouvez demander le montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques en joignant à votre déclaration de revenus le formulaire *Attestation de déficience* (TP-752.0.14), si vous demandez ce montant pour la première fois. Notez que, généralement, vous pouvez joindre une copie du formulaire **fédéral** *Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées* (T2201) au lieu du formulaire TP-752.0.14.

Vous trouverez plus d'information dans la publication *Les personnes handicapées et les avantages fiscaux* (IN-132) et dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 376.

Le programme Allocation-logement

Le programme Allocation-logement est un soutien financier offert aux ménages à faible revenu pour les aider à couvrir une partie de leurs dépenses de logement. Les personnes suivantes peuvent en bénéficier :

- les personnes de 50 ans ou plus;
- les couples dont l'un des conjoints est âgé de 50 ans ou plus;
- les familles à faible revenu ayant au moins un enfant à charge.

Notez que les personnes demeurant dans une habitation à loyer modique (HLM) ou un établissement de santé et de services sociaux financé par l'État ne peuvent généralement pas bénéficier de ce programme.

Pour recevoir l'allocation-logement, vous et votre conjoint, si vous en avez un, devez produire une déclaration de revenus. De plus, vous ou votre conjoint devez vous inscrire au programme en communiquant avec nous.

Vous trouverez plus d'information dans la publication *Programme Allocation-logement* (IN-165), que nous avons produite conjointement avec la Société d'habitation du Québec.



LES AVANTAGES FISCAUX POUR LES AIDANTS NATURELS

Vous trouverez dans cette partie des informations concernant les avantages fiscaux qui visent à soutenir les aidants naturels. Ces avantages sont des crédits d'impôt remboursables que peuvent demander

- les aidants naturels prenant soin d'un proche qui est un aîné ou une personne majeure ayant une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques;
- les bénévoles qui offrent des services de relève à un aidant naturel.

Le crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel

Le crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel comporte quatre volets :

- le premier s'adresse aux aidants naturels prenant soin de leur conjoint âgé qui est incapable de vivre seul;
- le deuxième s'adresse aux aidants naturels hébergeant un proche admissible;
- le troisième s'adresse aux aidants naturels cohabitant avec un proche admissible qui est incapable de vivre seul;
- le quatrième s'adresse aux aidants naturels qui soutiennent un proche admissible et qui aident de façon régulière et constante ce proche qui a besoin d'assistance pour réaliser une activité courante de la vie quotidienne.

Pour avoir droit au crédit d'impôt remboursable pour une année, un aidant naturel doit résider au Québec à la fin de cette année.

Aidant naturel prenant soin de son conjoint

En règle générale, vous pouvez demander un crédit d'impôt remboursable de 1 015 \$¹¹ si

- votre conjoint est âgé de 70 ans ou plus à la fin de l'année et est atteint d'une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques qui le rend, selon l'attestation d'un médecin, d'une infirmière praticienne spécialisée ou d'un infirmier praticien spécialisé, **incapable de vivre seul**;
- votre conjoint a cohabité avec vous pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours pendant l'année, dans une habitation autre qu'un logement situé dans une résidence privée pour aînés ou autre qu'un logement situé dans une installation du réseau public;
- vous ou votre conjoint étiez propriétaires, locataires ou sous-locataires de l'habitation en question.

Vous ne pouvez pas demander le crédit d'impôt en tant qu'aidant naturel prenant soin de son conjoint si, entre autres, une autre personne demande, à votre égard ou à l'égard de votre conjoint, le crédit en tant qu'aidant naturel hébergeant un proche admissible ou cohabitant avec un proche admissible.

Pour demander ce crédit, remplissez l'annexe H de votre déclaration de revenus. Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 2.

11. Il s'agit du montant pour l'année 2018. Notez qu'il est indexé annuellement. Il passe à 1 032 \$ en 2019.



Aidant naturel hébergeant un proche admissible

En règle générale, vous pouvez demander un crédit d'impôt remboursable pouvant atteindre 1 185 \$¹² pour chaque proche admissible que vous avez hébergé

- pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours dans l'année;
- dans une habitation dont vous ou votre conjoint étiez propriétaires, locataires ou sous-locataires.

Le proche admissible hébergé doit être une personne majeure, autre que votre conjoint, qui

- soit est âgée de 70 ans ou plus à la fin de l'année;
- soit a une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques.

Il peut s'agir de l'une des personnes suivantes :

- votre père, votre mère, votre grand-père, votre grand-mère ou tout autre ascendant en ligne directe, de même que tout ascendant en ligne directe de votre conjoint;
- votre enfant, votre petit-enfant, votre neveu, votre nièce, votre frère, votre sœur, votre oncle, votre tante, votre grand-oncle, votre grand-tante ou ceux et celles de votre conjoint.

Si le proche admissible hébergé a habité chez vous et chez une autre personne dont il est également un proche, vous pouvez demander ce crédit si **toutes** les conditions suivantes sont remplies :

- il a une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques;
- il a habité avec vous pendant une période d'au moins 90 jours consécutifs durant l'année;
- il a habité chez vous et chez cette autre personne pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours (y compris les 90 jours passés chez vous) pendant l'année;
- l'autre personne chez qui il a demeuré occupait une habitation dont elle ou son conjoint étaient propriétaires, locataires ou sous-locataires.

Si une autre personne peut aussi demander ce crédit d'impôt pour le même proche hébergé, cette personne et vous pourriez avoir à répartir le crédit entre vous.

Pour demander ce crédit, remplissez l'annexe H de votre déclaration de revenus. Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 2.

Aidant naturel cohabitant avec un proche admissible

En règle générale, vous pouvez demander un crédit d'impôt remboursable pouvant atteindre 1 185 \$¹³ pour chaque proche admissible qui a cohabité avec vous

- pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours dans l'année;
- dans une habitation dont le proche ou son conjoint étaient propriétaires, locataires ou sous-locataires.

12. Il s'agit du montant pour l'année 2018. Notez qu'il est indexé annuellement. Il passe à 1 205 \$ en 2019.

13. Il s'agit du montant pour l'année 2018. Notez qu'il est indexé annuellement. Il passe à 1 205 \$ en 2019.



Le proche admissible qui a cohabité avec vous doit être une personne majeure, autre que votre conjoint, qui

- a cohabité avec vous pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours pendant l'année visée;
- a une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques qui la rend, selon l'attestation d'un médecin, d'une infirmière praticienne spécialisée ou d'un infirmier praticien spécialisé, incapable de vivre seule.

Il peut s'agir de l'une des personnes suivantes :

- votre père, votre mère, votre grand-père, votre grand-mère ou tout autre ascendant en ligne directe, de même que tout ascendant en ligne directe de votre conjoint;
- votre enfant, votre petit-enfant, votre neveu, votre nièce, votre frère, votre sœur, votre oncle, votre tante, votre grand-oncle, votre grand-tante ou ceux et celles de votre conjoint.

Seule la personne qui est le principal soutien du proche admissible avec qui elle cohabite peut demander ce crédit en tant qu'aidant naturel.

Pour demander ce crédit, remplissez l'annexe H de votre déclaration de revenus. Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 2.

Aidant naturel soutenant un proche admissible

En règle générale, vous pouvez demander un crédit d'impôt remboursable de 533 \$¹⁴ pour chaque proche admissible que vous soutenez et aidez de façon régulière et constante en l'assistant dans la réalisation d'une activité courante de la vie quotidienne, et ce, gratuitement.

Le proche que vous avez soutenu doit être une personne majeure qui

- a été soutenue par vous pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours pendant l'année visée;
- avait son lieu principal de résidence au Québec;
- n'habitait pas un logement situé dans une résidence privée pour aînés ni dans une installation du réseau public;
- avait une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques qui, selon l'attestation d'un médecin, d'une infirmière praticienne spécialisée ou d'un infirmier praticien spécialisé, faisait en sorte qu'elle **avait besoin d'assistance pour réaliser une activité courante de la vie quotidienne**.

Il peut s'agir de l'une des personnes suivantes :

- votre père, votre mère, votre grand-père, votre grand-mère ou tout autre ascendant en ligne directe, de même que tout ascendant en ligne directe de votre conjoint;
- votre enfant, votre petit-enfant, votre neveu, votre nièce, votre frère, votre sœur, votre oncle, votre tante, votre grand-oncle, votre grand-tante ou ceux et celles de votre conjoint.

Si une autre personne peut aussi demander ce crédit d'impôt pour le même proche soutenu, cette personne et vous pourriez avoir à répartir le crédit entre vous.

14. Il s'agit du montant pour l'année 2018. Notez qu'il est indexé annuellement. Il passe à 542 \$ en 2019.



Vous ne pouvez pas demander ce crédit d'impôt en tant qu'aidant naturel soutenant un proche admissible si vous ou une autre personne demandez, à l'égard de ce même proche admissible, le crédit d'impôt en tant qu'aidant naturel prenant soin de son conjoint, hébergeant un proche admissible ou cohabitant avec un proche admissible.

Pour demander ce crédit, remplissez l'annexe H de votre déclaration de revenus. Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 2.

Le crédit d'impôt remboursable pour relève bénévole

Vous pouvez demander un crédit d'impôt remboursable à la ligne 462 de votre déclaration de revenus si vous résidez au Québec à la fin de l'année, que vous avez fourni, comme bénévole, des services de relève à l'aidant naturel d'une personne ayant une incapacité significative de longue durée et que l'aidant naturel vous a remis un relevé 23 reconnaissant vos services rendus.

L'aidant naturel pourra répartir une somme de 1 500 \$ par bénéficiaire entre les bénévoles qui l'auront assisté. Chacune des personnes désignées par l'aidant naturel pourra avoir droit à une somme maximale, sous forme de crédit d'impôt remboursable, à condition d'avoir fourni au moins 200 heures de services de relève bénévole à domicile pour un même bénéficiaire. Consultez le tableau ci-dessous pour connaître la somme maximale pouvant être accordée selon le nombre d'heures de services de relève bénévole.

Nombre d'heures de services de relève bénévole	Somme maximale pouvant être accordée
200 heures à 299 heures	250 \$
300 heures à 399 heures	500 \$
400 heures ou plus	750 \$

Un bénévole ne peut pas être

- le conjoint du bénéficiaire des soins;
- le père, la mère, l'enfant, le frère ou la sœur du bénéficiaire des soins, ni leur conjoint.

Vous trouverez des informations sur ce crédit dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 20.



Le crédit d'impôt remboursable pour répit à un aidant naturel

En tant qu'aidant naturel, vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable pour les frais que vous avez payés dans l'année pour obtenir des services spécialisés de relève pour la garde et la surveillance d'une personne. Cette personne, au moment où les frais sont engagés, doit habiter ordinairement avec vous et être atteinte d'une incapacité significative.

Pour avoir droit au crédit, vous devez résider au Québec à la fin de l'année.

Ce crédit est égal à 30 % des frais que vous avez engagés dans l'année, jusqu'à concurrence de 5 200 \$, pour un crédit annuel maximal de 1 560 \$.

Le crédit d'impôt auquel vous avez droit est réduit de 3 % de la partie du revenu familial annuel qui dépasse 57 400 \$¹⁵.

Vous trouverez plus d'information dans le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 462, point 21.

15. Il s'agit du montant pour l'année 2018. Notez qu'il est indexé annuellement. Il passe à 58 380 \$ en 2019.



LES OBLIGATIONS FISCALES

Les retenues à la source

Les retenues à la source sont prélevées à même votre revenu. Elles permettent d'étaler une partie ou la totalité de l'impôt que vous devez payer chaque année. Les retenues à la source peuvent être augmentées ou diminuées si vous en faites la demande. Pour demander la réduction de vos retenues à la source, remplissez le formulaire *Demande de réduction de la retenue d'impôt* (TP-1016). Pour demander une augmentation du montant de l'impôt retenu à la source, remplissez le formulaire *Demande de retenue supplémentaire d'impôt* (TP-1017).

Dans le cas, par exemple, où vous avez plus d'une source de revenu, vous pouvez augmenter vos retenues à la source si vous croyez qu'elles seront insuffisantes pour couvrir l'impôt à payer pour une année. En remplissant votre déclaration de revenus, vous pourriez constater que vous avez un solde d'impôt additionnel à payer.

À l'opposé, vous pouvez diminuer vos retenues à la source en tenant compte des déductions et des crédits d'impôt auxquels vous avez droit.

Vous pouvez remplir le formulaire *Déclaration pour la retenue d'impôt* (TP-1015.3) et le remettre à votre employeur afin qu'il détermine l'impôt à retenir sur les sommes qu'il vous verse.

Les acomptes provisionnels

Si l'impôt n'est pas prélevé à la source de vos revenus, ou si les retenues ne sont pas suffisantes, vous pourriez avoir à nous verser des acomptes provisionnels. Ces acomptes provisionnels doivent nous être versés quatre fois par année : le 15 mars, le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre.

Les acomptes provisionnels sont des paiements partiels d'impôt pour l'année courante ainsi que des paiements partiels de cotisations

- au Régime de rentes du Québec;
- au Fonds des services de santé;
- au régime public d'assurance médicaments du Québec;
- au Régime québécois d'assurance parentale.

Le versement d'acomptes provisionnels durant l'année diminue le solde d'impôt que vous pouvez avoir à payer lors de la production de votre déclaration de revenus. Pour déterminer si vous devez nous verser des acomptes provisionnels, nous effectuerons certains calculs en tenant compte de vos revenus. Nous communiquerons avec vous par écrit s'il s'avère que vous devez nous verser de tels acomptes.

Vous trouverez plus d'information dans la publication *Les paiements d'impôt par acomptes provisionnels* (IN-105).



La cotisation au régime public d'assurance médicaments du Québec

Lorsque vous possédez une carte d'assurance maladie délivrée par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), vous **devez** être couvert par l'un des régimes suivants :

- un régime privé d'assurance collective qui offre une assurance médicaments de base, si vous avez accès à un tel régime;
- le régime public d'assurance médicaments du Québec, **si vous n'avez pas accès à un régime privé d'assurance collective.**

Notez toutefois que, si vous avez 65 ans ou plus, vous pouvez **faire le choix** de vous inscrire au régime public plutôt qu'à un régime privé d'assurance médicaments auquel vous êtes admissible.

Pour être couvert par le régime public d'assurance médicaments du Québec, vous devez vous y inscrire en communiquant avec la RAMQ. Une fois inscrit, vous devez payer une cotisation annuelle lorsque vous produisez votre déclaration de revenus. Vous devez payer cette cotisation, que vous achetiez ou non des médicaments. **Si vous êtes dans une situation où vous n'avez pas à payer cette cotisation, vous devez nous en faire part en remplissant l'annexe K et en la joignant à votre déclaration de revenus.** Dans le calcul de vos frais médicaux vous donnant droit à un crédit d'impôt, vous pouvez inclure la cotisation à payer au régime public d'assurance médicaments du Québec et les sommes que vous déboursez à titre de contribution au paiement de vos médicaments.

Pour plus de renseignements sur le fonctionnement du régime public d'assurance médicaments du Québec ou pour vous inscrire à ce régime, consultez le site Internet de la RAMQ à ramq.gouv.qc.ca.

Pour en savoir plus concernant la cotisation au régime public d'assurance médicaments du Québec, consultez le *Guide de la déclaration de revenus* (TP-1.G), à la ligne 447.



La déclaration de revenus d'une personne décédée et celle de sa succession

À la suite d'un décès, la personne responsable de liquider la succession, le liquidateur, doit faire certaines démarches fiscales. Le liquidateur doit notamment

- nous informer du décès de la personne et nous faire savoir qu'il est le liquidateur de la succession en nous transmettant le formulaire *Transmission de renseignements sur le représentant* (LM-14) dûment rempli (ce formulaire est disponible dans notre site Internet, à revenuquebec.ca);
- produire la déclaration de revenus de la personne décédée dans les délais mentionnés ci-après;
- produire la déclaration de revenus de la succession et obtenir le certificat autorisant la distribution des biens de la succession (pour obtenir ce certificat, le liquidateur doit remplir le formulaire *Avis de distribution de biens dans le cas d'une succession* [MR-14.A], disponible dans notre site Internet, à revenuquebec.ca, le signer et nous l'expédier aussitôt que la valeur des biens et le montant des dettes de la personne décédée sont connus).

Délai pour produire la déclaration de revenus d'une personne décédée

- Si la personne est décédée au cours des dix premiers mois d'une année, sa déclaration de revenus **pour l'année du décès** doit être produite au plus tard le 30 avril de l'année qui suit le décès.
Exemple : Éric est décédé le 15 juillet 2018. Sa déclaration de revenus pour l'année 2018 doit être produite au plus tard le 30 avril 2019.
- Si la personne est décédée en novembre ou en décembre, sa déclaration de revenus **pour l'année du décès** doit être produite dans les six mois suivant la date du décès.
Exemple : Louise est décédée le 3 décembre 2018. Sa déclaration de revenus pour l'année 2018 doit être produite au plus tard le 3 juin 2019.
- Si la personne est décédée au cours des quatre premiers mois d'une année, sa déclaration de revenus **pour l'année précédant l'année du décès** doit être produite dans les six mois suivant la date du décès.
Exemple : Pierre est décédé le 20 février 2018. Sa déclaration de revenus pour l'année 2017 doit être produite au plus tard le 20 août 2018.
- Si la personne décédée ou son conjoint exploitait une entreprise, le délai de production peut être différent.

Pour plus d'information, consultez le *Guide pour la déclaration de revenus d'une personne décédée* (IN-117) et la publication *Les successions et la fiscalité* (IN-313).



LES SERVICES QUE NOUS VOUS OFFRONS

Le Service d'aide en impôt – Programme des bénévoles

Le Service d'aide en impôt – Programme des bénévoles a pour objectif d'offrir de l'aide aux contribuables qui ne peuvent pas remplir leurs déclarations de revenus ou qui n'ont pas les moyens de confier cette tâche à des professionnels. Ces contribuables peuvent être des retraités, des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes recevant des prestations d'assistance sociale, des immigrants ou des salariés. Nous administrons le Service d'aide en impôt – Programme des bénévoles conjointement avec l'Agence du revenu du Canada.

Pour connaître les conditions à remplir pour bénéficier du Service d'aide en impôt – Programme des bénévoles, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Notre site Internet

Notre site vous offre la possibilité de transmettre votre déclaration de revenus par Internet, au moyen du service ImpôtNet Québec. Pour ce faire, vous devez

- utiliser un logiciel commercial de calcul d'impôt conçu pour la production de la déclaration de revenus des particuliers;
- vous assurer que le logiciel est autorisé par Revenu Québec et qu'il permet de transmettre votre déclaration de revenus par Internet.

Bien que la plupart des déclarations de revenus puissent être transmises par Internet, certaines restrictions s'appliquent. Notre site Internet vous informe sur ces restrictions.

Si vous devez payer un solde d'impôt, vous pouvez le faire à l'aide du service de paiement en ligne d'une institution financière, auquel vous pouvez accéder

- soit dans Mon dossier pour les citoyens, lorsque vous utilisez le service Paiement en ligne;
- soit directement sur le site Internet de l'institution financière.

Par ailleurs, si vous avez droit à un remboursement, nous pouvons le déposer directement dans votre compte bancaire. Pour que nous puissions le faire, vous devez posséder un compte dans une institution financière ayant un établissement situé au Canada et vous inscrire au dépôt direct. Nous déposerons alors votre remboursement dans ce compte.

Nous vous invitons à visiter notre site Internet, à revenuquebec.ca. Vous y trouverez plus de renseignements sur les sujets traités dans la présente publication et sur la fiscalité québécoise en général. De plus, vous pourrez y consulter les publications, les guides et les formulaires que nous produisons ainsi que la sous-section destinée aux aînés.



Les façons de communiquer avec nous

Pour toute information, n'hésitez pas à communiquer avec nous en composant l'un des numéros indiqués au dos de cette publication.

Notez que tout renseignement que nous recueillons à la suite de la réception d'une déclaration de revenus est traité de façon confidentielle.

Vous pouvez donner une autorisation ou une procuration à une personne désignée (par exemple, un conjoint ou un cabinet comptable) pour lui permettre d'accéder aux renseignements ou aux documents confidentiels que Revenu Québec détient à votre sujet ou pour lui permettre d'agir en votre nom auprès de Revenu Québec.

L'autorisation permet à la personne désignée de prendre connaissance des renseignements confidentiels que Revenu Québec détient à votre sujet. Quant à la **procuration**, elle lui permet non seulement de prendre connaissance de ces renseignements, mais aussi d'agir en votre nom auprès de Revenu Québec. Elle lui permet par exemple de participer à toute négociation avec Revenu Québec en ce qui concerne ces renseignements ou de demander que des modifications soient apportées à votre dossier fiscal.

Pour donner une autorisation ou une procuration, remplissez et signez le formulaire *Autorisation relative à la communication de renseignements ou procuration* (MR-69).

L'autorisation ou la procuration est valide pour une période indéterminée, à moins que vous n'indiquiez sur ce formulaire la date à laquelle vous souhaitez que l'autorisation ou la procuration prenne fin. Notez que vous devez être autorisé comme nous l'avons expliqué dans les paragraphes précédents pour agir au nom de votre conjoint.

Notre service pour malentendants

Nous offrons un service pour les personnes sourdes, malentendantes ou muettes possédant un téléscripteur. Les numéros vous permettant d'accéder à ce service figurent au dos de cette publication.



POUR NOUS JOINDRE

Par Internet

revenuquebec.ca



Par téléphone

Renseignements fournis aux particuliers et aux particuliers en affaires

Lundi au vendredi : 8 h 30 – 16 h 30

Québec 418 659-6299	Montréal 514 864-6299	Ailleurs 1 800 267-6299 (sans frais)
------------------------	--------------------------	---

Renseignements fournis aux entreprises, aux employeurs et aux mandataires

Lundi, mardi, jeudi et vendredi : 8 h 30 – 16 h 30 Mercredi : 10 h – 16 h 30

Québec 418 659-4692	Montréal 514 873-4692	Ailleurs 1 800 567-4692 (sans frais)
------------------------	--------------------------	---

Bureau de la protection des droits de la clientèle

Lundi au vendredi : 8 h 30 – 12 h et 13 h – 16 h 30

Québec 418 652-6159	Ailleurs 1 800 827-6159 (sans frais)
------------------------	---

Service offert aux personnes sourdes

Montréal 514 873-4455	Ailleurs 1 800 361-3795 (sans frais)
--------------------------	---

Par la poste

Particuliers et particuliers en affaires

Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie

Direction principale des relations avec la clientèle des particuliers
Revenu Québec
C. P. 3000, succursale Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1A4

Québec et autres régions

Direction principale des relations avec la clientèle des particuliers
Revenu Québec
3800, rue de Marly
Québec (Québec) G1X 4A5

Entreprises, employeurs et mandataires

Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière, Montérégie, Estrie et Outaouais

Direction principale des relations avec la clientèle des entreprises
Revenu Québec
C. P. 3000, succursale Place-Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1A4

Québec et autres régions

Direction principale des relations avec la clientèle des entreprises
Revenu Québec
3800, rue de Marly
Québec (Québec) G1X 4A5

Bureau de la protection des droits de la clientèle

Revenu Québec
3800, rue de Marly, secteur 3-4-5
Québec (Québec) G1X 4A5

2017-12

This publication is also available in English under the title *Seniors and taxation* (IN-311-V).